AVIS DE TEMPÊTE CÉVENOLE

ENVIRONNEMENT, SANTÉ, PAYSAGES, PATRIMOINE

Révision de la PPE3 - Amendements législatifs pour un moratoire sur les EnRi

La discussion qui s'ouvre à l'Assemblée Nationale, ce lundi 16 juin, concernant la Programmation Pluriannuelle de l'Energie, va inclure notamment l'examen de deux amendements, portés par le groupe LIOT, et concernant le développement des énergies renouvelables intermittentes (EnRi):

- l'amendement no 156 prévoit l'élaboration préalable de plusieurs **scénarios d'évolution** des consommations électriques, et d'évolution des niveaux de production par filière, avec pour chaque scénario **l'évolution correspondante du prix du kWh** pour les usagers;
- l'amendement no 657 demande un **moratoire sur les développements d'EnRi**, cette pause devant être mise à profit pour évaluer de façon complète, rationnelle et transparente les scénarios envisagés au titre l'amendement no 156, et ainsi justifier les investissements à venir dans les EnRi en fonction de leur pertinence et de leurs impacts.

Nous demandons instamment à tous les députés de l'hémicycle d'adopter ces amendements.

Nos concitoyens ont un accès immédiat à des données factuelles officielles¹ concluant très clairement à la nécessité des mesures proposées par ces deux amendements:

- Les chiffres de production pour 2024 montrent que la France a été exportatrice nette à hauteur de 89 TWh (térawattheures), soit plus que toute sa production d'EnRi (72 TWh). En outre, les réacteurs nucléaires ont été délibérément sous-utilisés (facteur de charge 67% par rapport à une norme internationale de 85%); une augmentation parfaitement envisageable de 10% du facteur de charge créerait un accroissement de production de 54 TWh, équivalent donc aux trois quarts de la production actuelle des EnRi. **Quelles que soient les sensibilités individuelles - sympathie ou aversion - à l'égard du nucléaire, il n'y a aucune rationalité à ne pas tirer le meilleur parti possible des capacités de production déployées et prêtes à servir.**
- En termes de puissance installée, alors que la demande de pointe sur l'année ne dépasse pas 90 GW (gigawatts), l'infrastructure actuellement en place peut déployer une puissance totale pilotable de 107 GW, à laquelle s'ajoute une puissance de 49 GW d'EnRi déjà installés. Les filières pilotables sont donc plus que suffisantes, à elles seules, pour assurer les pointes de puissance appelée. **Dans ce contexte de surcapacité de fait, les 30 GW supplémentaires de projets d'EnRi actuellement "dans les tuyaux" posent sérieusement question.**

¹ Par exemple: <https://analysesetdonnees.rte-france.com/bilan-electrique-2024/production#Vuedensemble>

- La mouture initiale de la PPE3 prévoit à l'horizon 2035 le doublement de l'éolien terrestre, le triplement du photovoltaïque, et le passage de 1 à 18 gigawatts de centrales éoliennes en mer. Toutes les expertises convoquées pour examiner l'impact conjugué de ces progressions sur le prix du kWh ont conclu à **une hausse du prix entre +50% et +100%**.

Les Français demandent à comprendre comment les consommations pourraient augmenter dans les proportions envisagées par la PPE alors même que les prix augmenteraient à hauteur de la fourchette indiquée ici. Mais ils ont déjà compris qu'ils sont les financeurs en dernier ressort de ce qui apparaît clairement comme un système de rente -au bénéfice des opérateurs des filières d'EnRi- qui essaie à tout prix de se maintenir.

Ainsi, ce qui se joue autour des amendements évoqués ici dépasse largement les considérations d'architecture du système de production électrique, et dépasse aussi largement les questions de rapport de force sur l'échiquier politique national: il y a de fait **un enjeu majeur de crédibilité des institutions et d'adhésion citoyenne au processus, supposément démocratique, et supposément au service de l'intérêt général, conduisant aux choix de politique énergétique**. Cet enjeu oblige l'ensemble des membres de la représentation nationale.

Le mouvement de contestation de la PPE3, au sein de la société civile et via ses relais politiques, a déclenché l'itération législative dans laquelle s'inscrit la discussion qui s'ouvre à l'Assemblée cette semaine. Les revendications du mouvement se cristallisent autour des amendements qui viennent d'être évoqués. Entre temps, **le mouvement s'étend et s'amplifie. Il est plus que temps pour la représentation nationale, au-delà des obédiences partisans, d'y apporter une réponse responsable.**